

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 22 au 28 mai 2024

## Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine.....</b>	<b>2</b>
<b>Fait marquant: R. Reeves exclut toute hausse surprise des impôts de la part d'un futur gouvernement travailliste.....</b>	<b>2</b>
<b>En bref .....</b>	<b>3</b>
<b>Actualités macroéconomiques.....</b>	<b>3</b>
CONJONCTURE .....	3
FINANCES PUBLIQUES .....	4
<b>Actualités commerce &amp; investissement .....</b>	<b>4</b>
COMMERCE.....	4
<b>Actualités financières.....</b>	<b>5</b>
REGLEMENTATION FINANCIERE .....	5
MARCHES FINANCIERS .....	5

## Le chiffre de la semaine

Les dernières données de l'[ONS](#) indiquent que l'inflation (mesurée par l'IPC) est descendue à 2,3% (g.a.) au mois d'avril, après 3,2% en mars. Le chiffre est légèrement au-dessus des attentes de marché et des prévisions de la Banque d'Angleterre, établies à 2,1%. Ce ralentissement de la hausse des prix s'explique par une moindre augmentation des prix de l'alimentaire (4,2%, après 6,0%) et de la composante sous-jacente (3,9%, après 4,2%).

En outre, les prix de l'énergie ont aussi contribué négativement à l'inflation (-16,7%, après -12,7%), en raison de la baisse du plafond sur les factures d'énergie le mois dernier. Toutefois, une inquiétude demeure quant à l'inflation des services, persistante ce mois-ci (5,9%, après 6,0%), alors qu'elle était prévue à 5,5%. Scrutée par le Comité de politique monétaire, l'inflation des services permet d'évaluer plus finement les pressions domestiques sur les prix, d'autant que les données du marché du travail contenant les données salariales sont aujourd'hui imprécises.

LE CHIFFRE À RETENIR

+2,3%

## Fait marquant : Rachel Reeves exclut toute hausse surprise des impôts de la part d'un futur gouvernement travailliste

Ce 28 mai, à l'occasion de son premier discours de campagne électorale dans une usine Rolls-Royce à Derby, la Chancelière de l'Échiquier « fantôme » a été [interrogée](#) sur la possibilité de futures hausses d'impôts pour alléger les pressions existantes sur les services publics britanniques.

D'une part, R. Reeves a déclaré qu'un gouvernement travailliste n'augmenterait pas les impôts, au-delà des quelques mesures déjà énoncées. Ceci contraindrait la marge de manœuvre budgétaire du parti, d'autant plus que R. Reeves avait aussi exclu dimanche dernier toute augmentation de l'impôt sur le revenu ou des cotisations sociales. Le parti travailliste affiche donc une grande confiance en l'équilibre de son plan budgétaire. Pourtant, *l'Institute for Fiscal Studies* (IFS) indiquait encore la semaine dernière que le prochain gouvernement devrait choisir entre une réduction des dépenses, une augmentation des impôts ou une hausse de l'emprunt pour remédier à la situation dégradée des finances publiques britanniques.

D'autre part, en cas de victoire aux élections générales du 4 juillet, la présentation du Budget n'aurait pas lieu avant septembre. En effet, *l'Office for Budget Responsibility* (OBR) – l'organisme de surveillance budgétaire chargé d'effectuer des prévisions indépendantes – requiert un préavis de dix semaines avant de fournir une prévision pour un Budget. Or, R. Reeves ne souhaite pas réaliser d'évènement budgétaire sans les éléments de l'OBR.

## En bref

Le gouvernement britannique publie ses lignes directrices relatives au régime sur les marchés publics ([Procurement Act](#), 2023).

L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale ([TRA](#)) ouvre l'examen transitoire des mesures anti-dumping imposées sur les importations de papier aluminium en provenance de Chine.

Le Royaume-Uni réalise trois nouvelles désignations en vertu du régime de sanctions à l'encontre de la [Somalie](#).

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**L'indice PMI [atteint](#) 52,8 au mois de mai (après 54,1 en avril), témoignant d'une amélioration de l'activité.** Pour le septième mois consécutif, l'activité du secteur privé britannique connaîtrait une expansion, toutefois en-deçà du consensus (54,7). En mai, la résurgence du secteur manufacturier est venue compléter le dynamisme, certes ralenti, du secteur des services. En effet, l'indice PMI Services a atteint 52,9 (après 55,0 en avril) soit un minimum sur les six derniers mois. L'indice PMI manufacturier s'est, quant à lui, établi à 51,3 (après 49,1 en avril), ce qui représente la hausse la plus forte de l'indice depuis presque deux ans. Ceci témoigne d'une hausse du volume des nouvelles commandes et d'un accroissement des exportations. Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 traduit une contraction.

**L'indice de confiance des consommateurs de GfK [s'établit](#) à -17 au mois de mai (après -19 en avril), traduisant un optimisme accru des consommateurs quant à leurs finances futures.** L'indice de confiance atteint ce mois-ci son niveau le plus haut depuis janvier 2022. Ceci s'explique d'abord par le sous-indice de confiance lié aux finances personnelles anticipées des sondés, en hausse de +2 à +7. Aussi, les perceptions passées et futures de la situation économique du pays sont légèrement moins pessimistes qu'au mois précédent. Les consommateurs perçoivent donc une amélioration des conditions économiques. L'indice prend en compte la situation financière personnelle des sondés (passée et anticipée), la perception de la situation économique globale par les sondés (passée et anticipée) et le comportement d'achat des sondés. Un indice négatif indique donc, à la fois un pessimisme et une situation économique dégradée des consommateurs.

**La croissance des prix des loyers est forte mais en léger ralentissement, selon l'[ONS](#).** Après un pic à 9,2% (g.a.) en mars, les prix des loyers ont cru de 8,9% (g.a.) en avril. Bien que la dynamique de hausse des loyers soit relativement similaire dans les régions britanniques, cela cache de grandes disparités en niveau : un loyer moyen à Londres est de 2 070£ (+10,8% en g.a.) alors qu'il n'est que de 666£ (+5,8% en g.a.) dans le Nord-Est, tandis que la moyenne nationale est de 1 254£. Pour ce qui est du prix d'achat des maisons, ils ont augmenté de 1,8% (g.a.) en mars, après une baisse de 0,2% en février.

**Les ventes au détail ont diminué de mars à avril, autant en volume qu'en valeur, selon l'ONS.** Après une légère baisse de 0,2% en mars, le volume des ventes au détail a continué de chuter en avril (-2,3%), ce qui a été le cas dans tous les secteurs, même dans le commerce en ligne. Les ventes au détail ont également diminué de 2,6% en valeur (après -0,3% en mars). Par rapport au niveau prépandémie, le volume des ventes au détail est moindre de 3,7%, alors qu'il est supérieur de 14,7% en valeur. Cette divergence reflète surtout la forte hausse de l'inflation depuis mi-2021.

## Finances publiques

**L'emprunt public mensuel a été historiquement élevé en avril, selon l'ONS.** L'emprunt net du gouvernement britannique a été de 20,5 Md£ en avril (premier mois de l'exercice budgétaire 2024-25), ce qui correspond au quatrième montant le plus élevé pour un mois d'avril depuis le début des relevés mensuels en 1993. L'*Office for Budget Responsibility* (OBR) prévoyait un emprunt moindre, à hauteur de 19,3 Md£. A titre de comparaison, l'emprunt public en avril 2023 avait atteint 19,0 Md£. Cette hausse de l'emprunt de 1,5 Md£ par rapport à l'an dernier s'explique par une hausse des dépenses (+3,1 Md£) ayant surpassé la hausse des recettes (+1,6 Md£). Dans le même temps, l'ONS a revu à la hausse ses premières estimations du déficit public pour l'année fiscale 2023-24 (+0,8 Md£), pour atteindre 121,4 Md£.

**A l'approche des élections générales du 4 juillet, le premier ministre R. Sunak compte annoncer des baisses d'impôts en faveur des retraités, à hauteur de 2,4 Md£.** Alors que les conservateurs sont distancés dans les sondages d'opinion, R. Sunak devrait annoncer un dégel du plafond de la première tranche d'imposition sur les allocations-retraite. Une telle action pourrait rapporter jusqu'à 300£ par an aux huit millions de retraités.

## Actualités commerce & investissement

### Commerce

**Selon l'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (TRA), le maintien des droits anti-dumping et anti-subsidiation sur les vélos électriques en provenance de Chine ne serait pas dans l'intérêt « économique » du Royaume-Uni.** La TRA considère qu'en dépit de la pression exercée par les importations chinoises à moindre coût sur l'industrie nationale, la suppression de ces mesures compensatoires serait avantageuse pour les consommateurs britanniques, leur permettant d'économiser 51M£ par an. L'Autorité recommande ainsi la révocation de ces mesures héritées de l'UE, dans le cadre du réexamen transitoire de leur application. En contrepartie Solution intermédiaire, la TRA propose de maintenir les droits anti-dumping et anti-subsidiation uniquement pour les produits sur lesquels l'industrie britannique est la plus exposée, à savoir les vélos électriques pliables. Cette proposition ouvre une période de consultation auprès des acteurs concernés, à l'issue de laquelle l'Autorité communiquera sa recommandation finale à la Ministre du commerce et des Entreprises.

**Les administrations britanniques et américaines se sont rencontrées pour discuter des progrès réalisés sur l'agenda de la Déclaration de l'Atlantique.** Pour rappel, signée en

juin 2023, cette [déclaration](#) constitue le cadre de la coopération économique entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Les deux [partenaires](#) se sont félicités de la prospérité de la coopération bilatérale, mentionnant entre autres le lancement du dialogue stratégique sur la sécurité biologique, le dialogue sur les sanctions et la signature d'un mémorandum d'entente sur l'intelligence artificielle. Sur le plan prospectif, le Royaume-Uni et les États-Unis souhaitent renforcer leur soutien commun à la promotion des technologies critiques et émergentes (quantique, IA, biotechnologies) ainsi que la protection des enjeux de sécurité nationale dans ces domaines. Ils cherchent aussi à poursuivre leur collaboration sur le développement de chaînes de valeur résilientes et plus propres, notamment par le biais de la conclusion du *Critical Minerals Agreement*.

**Selon le think tank *Center for European Reform*, la politique commerciale du parti travailliste vis-à-vis de l'Union européenne se concentrera sur la facilitation des échanges de biens.** En dépit de ses lignes rouges (pas d'adhésion au marché unique, pas de libre-circulation des personnes, pas d'union douanière), le parti travailliste [propose](#) un agenda commercial plus ambitieux, centré sur la facilitation des échanges de biens, que celui des conservateurs vis-à-vis de l'Union européenne. Parallèlement à l'exercice de réexamen des dispositions de l'Accord de commerce et de coopération prévu en 2026, le *Labour* a notamment signalé son souhait de conclure un accord vétérinaire avec l'UE pour fluidifier les échanges de produits alimentaires et de faciliter la mobilité des personnes pour raisons professionnelles (reconnaissance mutuelle des qualifications, dispositions spécifiques sur la mobilité des artistes). Au-delà de ces domaines identifiés par les travaillistes, une libéralisation plus large des flux de biens avec l'UE (industrie pharmaceutique, produits chimiques) serait avantageuse pour l'économie britannique. Ainsi, selon le think tank, le cadre commercial des « zones de libre-échange approfondi et complet » qui lie l'UE à l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, pourrait inspirer un futur cadre régissant les relations Royaume-Uni-UE.

## Actualités financières

### Règlementation financière

**Le Trésor britannique (HMT) et la Commission européenne ont organisé le deuxième forum sur la réglementation financière le 22 mai.** Ce forum, organisé au titre du mémorandum d'entente sur les services financiers de juin 2023, est co-présidé par le HMT et, pour la Commission, la DG FISMA (Direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés des capitaux). Sa vocation est d'assurer un dialogue technique en vue de favoriser la coopération réglementaire entre les deux entités. Lors de ce deuxième forum, les échanges ont notamment porté sur la stabilité financière, la réglementation bancaire et notamment la mise en œuvre de Bâle III, la finance durable, les marchés des capitaux et le raccourcissement des délais de transaction (réforme dit « T+1 ») ainsi que la monnaie numérique.

### Marchés financiers

**Les [fonds de pension](#) britanniques dédiés à l'investissement au Royaume-Uni sous-performeraient le marché boursier britannique.** Selon AJBell, la gestion de 90 % des fonds de pension britanniques dédiés à l'investissement au Royaume-Uni auraient été moins performante qu'une gestion passive basée sur l'indice *FTSE All Share tracker* sur

la décennie passée. Alors que cet indice a généré un retour de près de 74 % sur dix ans, la plupart des fonds de pension, dont la stratégie de gestion est active, engendrerait des retours moindres : 3/4 sous-performent l'indice à hauteur de 10 %, 1/3 à hauteur de 20 %. Cette étude intervient alors que le gouvernement souhaite accroître la détention d'actions britanniques par les fonds de pension. Il a pour cela lancé plusieurs mesures afin d'accroître la transparence sur la ventilation géographique des actifs détenus par les fonds et leur prise de risque.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)